



En hausse

Le commerce allemand

Le commerce extérieur de l'Allemagne bat tous les records : les exportations ont totalisé en mars 98,3 milliards d'euros (+15,8% en un an) et les importations, 79,4 milliards (+16,9%).



En baisse

Fannie Mae

L'organisme de refinancement hypothécaire américain semi-public a encore perdu 8,7 milliards de dollars au premier trimestre 2011 et réclame 8,5 milliards au Trésor américain.

Les cours du jour (09/05/11, 09 h 48)

Euro 1 euro : 1,4501 dollar (achat)
Or Once d'or : 1486,50 dollars
Pétrole Light sweet crude : 99,17 dollars
Taux d'intérêt France : 3,401 (à dix ans)
Taux d'intérêt Etats-Unis : 3,013 (à dix ans)

Grèce : un deuxième plan de sauvetage se profile

Si l'était décidé, il serait assorti d'un nouveau programme de mesures pour réduire les déficits publics

Bruxelles
Bureau européen

C'est un choix cornélien pour la zone euro face aux difficultés de la Grèce : faut-il restructurer la dette colossale du pays, ou muscler le plan d'aide lancé dans l'urgence en mai 2010 ? La première option est officiellement écartée à ce stade, au bénéfice de la seconde, si l'on en croit les consultations menées en catimini vendredi 6 mai au Luxembourg, lors d'une réunion entre les ministres des finances grec, allemand, français, italien et espagnol. Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), et Olli Rehn, le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, participaient aussi aux travaux.

Rien de définitif n'a été décidé mais tous écartent l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de l'union monétaire. Les Européens ne veulent, cependant, pas entendre parler d'un soutien supplémentaire sans des efforts accrus et des résultats tangibles de la part des autorités grecques. « Un certain agacement se fait sentir, qui pourrait même compliquer le versement de la prochaine tranche d'aide cet été, dit une source européenne, car les Grecs n'arrivent pas à tenir leurs engagements. »

Les réformes tardent

La situation du pays est jugée « catastrophique ». La Grèce bénéficie depuis mai 2010 d'un plan d'aide de 110 milliards d'euros sur trois ans, sous forme de prêts bilatéraux des Etats de la zone euro et du Fonds monétaire international



Le ministre grec de l'économie, Georges Papaconstantinou, en mai 2010. JOHN KOLESIDIS/REUTERS

(FMI). Mais le pays, en pleine récession, ne parvient pas à tenir les objectifs fixés voici un an, en dépit des douloureux efforts demandés à sa population. Les réformes structurelles tardent. La fraude fiscale reste massive. La Grèce risque d'étouffer sous le poids d'un endettement colossal – plus de 150% du PIB cette année. Il lui faudrait dégager d'énormes excédents budgétaires

pour financer le seul service de cette dette. Bref, la Grèce paraît d'ores et déjà incapable, à plus d'un an de l'échéance, en 2012, de revenir dans de bonnes conditions sur les marchés financiers, pour y lever les fonds dont elle a besoin.

A ce stade, la zone euro exclut cependant la perspective d'une restructuration de la dette grecque, contre l'avis de nombreux écono-

mistes. Si l'Allemagne est plus ouverte à cette option, la plupart des pays de la zone euro, dont la France, la Commission et la Banque centrale européennes, s'y opposent. Une restructuration pourrait dissuader les Grecs de tout effort d'ajustement afin de redonner de la compétitivité à leur économie. Elle est de surcroît jugée risquée pour les systèmes bancaires

grec et européen. Les banques françaises et allemandes sont très exposées à la dette souveraine grecque : renoncer à une partie de leurs créances pourrait mettre certaines d'entre elles en difficulté. « Cela implique une nouvelle recapitalisation des banques les plus fragiles », déclare un diplomate. « A la fin, ce seraient les contribuables européens qui paieraient. Les vrais spé-

Débats en Irlande autour de la viabilité de la dette

Le ministre irlandais de l'énergie, Pat Rabbitte, a indiqué souhaiter personnellement, dimanche 8 mai, que la dette irlandaise soit « restructurée » et que les taux d'intérêt du prêt accordé à l'Irlande soient « abaissés ». Il a estimé que les discussions autour de la crise grecque pourraient être bénéfiques pour son pays. Le gouverneur de la banque centrale irlandaise a aussi réclamé l'aide des partenaires européens face à une dette qui continue de gonfler. « Pour faire face à une telle situation, nous devons envisager avec l'Europe de meilleures modalités financières », a déclaré Patrick Honohan sur la chaîne RTE. – (Reuters.)

culateurs comme les hedge funds sont les seuls qui n'y perdraient rien », observe de son côté un responsable monétaire.

Faute de restructuration, la zone euro et le FMI examinent la meilleure façon d'ajuster ou de prolonger le plan d'aide. Plusieurs options seraient envisagées, qui devraient animer les discussions de la prochaine réunion des ministres des finances de la zone euro, le 16 mai. Il pourrait s'agir d'un nouveau prêt, soit sous forme bilatérale, soit au travers des fonds mis en place au printemps 2010. D'ici là, une mission de la « troïka » (BCE/FMI/Commission) se rendra à Athènes pour évaluer les besoins. L'idée est d'être prêt le plus vite possible, car les rumeurs récurrentes sur la restructuration de la dette grecque minent la crédibilité de son sauvetage. Le FMI aimerait de surcroît être fixé d'ici à la mi-juin sur les besoins de financement de la Grèce en 2012.

En contrepartie, cette nouvelle aide s'accompagnerait, selon le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, d'un « nouveau programme d'ajustement ». Les pays de la zone euro exigent d'ores et déjà qu'Athènes accélère le plan de privatisation annoncé par le gouvernement grec – 50 milliards d'euros d'ici à 2015. Ce programme est l'une des exigences mises en avant par l'Allemagne. Car, à Berlin comme à Vienne ou à la Haye, on voit d'un mauvais œil la perspective d'une aide supplémentaire, surtout si le gouvernement grec n'est pas en mesure de tenir ses promesses. ■

Philippe Ricard

M. Papandréou : « Laissez la Grèce tranquille, afin qu'elle fasse son travail »

Athènes
Correspondance

LES JOURNAUX GRECS ont épilogué, dimanche 8 mai, sur le « thriller du Luxembourg », après la réunion informelle de quelques ministres de finances européens, vendredi 6 mai, au terme d'une journée folle en rumeurs évoquant une sortie de la zone euro de la Grèce. Le gouvernement grec et plusieurs voix européennes ont démenti cette rumeur « stupide ». Mais cela relance les spéculations sur la solvabilité de la Grèce, à la veille d'une semaine cruciale pour le pays, marquée par une nouvelle visite de la « troïka » (les

représentants du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de l'Union européenne).

« J'invite tout le monde, et plus précisément les pays de l'Union européenne, à laisser la Grèce tranquille, afin qu'elle fasse son travail », a plaidé samedi le premier ministre socialiste, Georges Papandréou. Mais les rumeurs comme celles d'une restructuration imminente de la dette grecque prennent corps, car le sentiment se répand d'une impossibilité de la Grèce à faire face au poids de sa dette (plus de 330 milliards d'euros), alors que le pays est plongé dans une grave récession. « Nous

devons prévoir les prochaines étapes pour 2012 et 2013, afin que la Grèce soit capable de revenir sur les marchés ou d'utiliser le Fonds européen de stabilité financière pour acheter des obligations », a déclaré le ministre de l'économie Georges Papaconstantinou à l'issue de la réunion au Luxembourg.

Ouvrir certaines professions

Le Conseil européen a prévu un mécanisme permettant au Fonds d'acheter ces obligations, à la place des Etats en difficulté. La Grèce doit notamment régler une échéance de 27 milliards d'euros en 2012 et une autre plus importante en 2013.

La nouvelle visite de la « troïka », qui doit examiner les conditions du versement d'une nouvelle tranche du prêt de 110 milliards d'euros accordé en mai 2010, intervient à un moment où le gouvernement peine à remplir ses objectifs. Le déficit budgétaire 2010 a finalement atteint 10,5% du PIB, selon Eurostat, 1% de plus que ce qui avait été prévu par le gouvernement. La « troïka » va également contrôler si les mesures pour ouvrir un certain nombre de professions fermées sont efficaces et examiner le plan de privatisation de 50 milliards d'euros que le gouvernement veut mettre en œuvre. Elle doit, enfin, vérifier si la politi-

que du gouvernement est conforme au Mémoire signé avec le gouvernement grec.

Un sondage publié dimanche 8 mai par le journal Ethnos indique que 33,3% des personnes interrogées veulent l'abandon de cet accord. Près d'un Grec sur deux (45,9%) estime également qu'Athènes devrait renégocier les termes du plan. Le gouvernement a annoncé avant Pâques un nouveau plan de rigueur de 26 milliards d'euros jusqu'en 2015. C'est pour protester contre ces privatisations et ce nouveau plan d'austérité que les syndicats ont appelé à une grève générale le 11 mai. ■

Alain Salles

Le prêt à taux zéro plus rencontre un vif succès, notamment parmi les familles aisées

Depuis le 1^{er} janvier, 100 000 PTZ+ ont été signés. La gauche juge que la vocation sociale d'un dispositif coûtant 2,6 milliards par an a été dévoyée

Quatre mois après le lancement de la nouvelle version du prêt à taux zéro plus (PTZ+), le 1^{er} janvier, Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au logement, peut être satisfait : 100 000 de ces crédits à taux nul réservés aux ménages accédant à la propriété (résidence principale) ont été signés.

Sa nouveauté est qu'il est accessible à tous les foyers même si ses modalités varient selon la taille du foyer et ses ressources : plus la famille est modeste et nombreuse, plus long est le différé de remboursement, qui peut atteindre trente ans au maximum ; un ménage aisé n'a que cinq ans pour rembourser la somme prêtée.

« La montée en charge du nou-

veau dispositif est rapide et puissante, aussi parce que nous avons tenu à conserver le nom et la marque « prêt à taux zéro » connus de 70% des Français », se félicite M. Apparu.

En janvier, seuls 10 000 PTZ+ ont été distribués, puis 20 000 en février, 30 000 en mars et autant en avril. « A ce rythme, 2011 devrait s'achever avec 350 000 PTZ+, beaucoup plus que l'ancienne formule qui, ces dernières années, bénéficiait à 230 000 foyers par an en moyenne », précise-t-il.

Les objectifs qualitatifs sont-ils atteints pour autant ? Avec la réforme, le gouvernement voulait d'abord encourager les achats de logements dans les secteurs les plus tendus, soit la zone A (Paris, petite et grande couronne, Gene-

vois, Côte d'Azur) et la zone B1 (agglomérations de plus de 250 000 habitants, franges de l'Île-de-France, « villes chères », pourtour de la Côte d'Azur, Corse et départements d'outre-mer).

Sur ce point, le résultat est mitigé, puisque 18% des PTZ+ ont été accordés en zone A, presque autant que les 16,6% de l'ancienne formule ; c'est mieux en zone B1, avec 27% (17,4% avant la réforme).

Comme prévu et souhaité par le gouvernement, la zone C, rurale, pâtit du dispositif, puisque ses bénéficiaires ne représentent plus que 39,8% des emprunteurs à taux nul, contre 45,7% auparavant.

Un autre objectif du PTZ+ était d'avantager les familles en leur permettant de devenir propriétaires.

Or le PTZ+ profite d'abord à des couples sans enfant (30%) et à des célibataires (29%), les familles avec deux enfants ne comptant que pour 14% des bénéficiaires. « Cela s'explique par le fait que les emprunteurs sont plutôt jeunes, puisque 64% ont moins de 35 ans », se défend M. Apparu.

Alimenter la hausse des prix

En outre, le PTZ, ancienne ou nouvelle formule, a toujours eu pour ambition d'aider les ménages modestes. Là encore, le bilan est partagé, avec 35,6% des souscripteurs recrutés dans les tranches les plus élevées de revenus contre 13% qui se situent dans les deux tranches les plus basses.

Ce point fait réagir Marie-Noëlle

Lienemann, ancienne ministre (PS) du logement et présidente de la Fédération des coopératives HLM : « Le prêt à taux zéro plus profite aux riches et n'est pas la réponse attendue pour soutenir l'accès à la propriété des ménages à revenu modeste et moyen. L'hémorragie des classes populaires [incapables d'acheter] n'a donc pas été stoppée par la réforme, loin s'en faut », écrit-elle sur son blog.

« Attention, la tranche 9 des revenus ne désigne pas des familles aussi riches que l'on pense, puisque leurs ressources correspondent au haut de la fourchette des barèmes pour obtenir un logement social, et les familles aisées sont beaucoup moins aidées que les modestes, corrige M. Apparu. Elles perçoivent

11,5% des sommes distribuées, contre 25,4% pour les deux tranches inférieures de revenus. Notre cible est donc atteinte. »

Ce nouveau prêt à taux zéro, qui coûtera 2,6 milliards d'euros au budget de l'Etat en année pleine, et touchera un tiers des acheteurs, ne risque-t-il pas d'alimenter la hausse des prix ? « C'est le grand débat, admet le secrétaire d'Etat au logement. Je ne crois pas à cet effet inflationniste dans la mesure où ce prêt est paramétré et individualisé. Mais si c'est le cas, je n'hésiterai pas, en concertation avec les banquiers, à modifier quelques curseurs, à corriger le tir. Les citoyens attendent que nous mesurions l'efficacité de notre politique. » ■

Isabelle Rey-Lefebvre